

Zeitschrift: Berner Zeitschrift für Geschichte und Heimatkunde
Herausgeber: Bernisches historisches Museum
Band: 43 (1981)

Artikel: Le Pays de Vaud et Berne = Bern und die Waadt : Zwei Reden von Georges-André Chevallaz, Bundesrat
Autor: Chevallaz, Georges-André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-246159>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Pays de Vaud et Berne Bern und die Waadt

Zwei Reden
von
Georges-André Chevallaz
Bundesrat

LES RAPPORTS ENTRE BERNE ET LE PAYS DE VAUD *

Par Georges-André Chevallaz
Conseiller fédéral

Les jugements portés sur l'Ancien Régime bernois oscillent entre la nostalgie du bon vieux temps en images à la Freudenberger et la condamnation sans appel d'une oligarchie étriquée, conservatrice, exclusive à la défense de ses intérêts matériels, exploitant sans scrupule ses sujets.

Ces deux positions extrêmes doivent être nuancées.

D'abord le bon vieux temps n'était pas si bon, parce que les hommes n'y étaient ni meilleurs ni pires sans doute qu'en d'autres époques, mais surtout, parce que les conditions de vie n'y étaient, de loin, pas les nôtres. Le feu de bois est sans doute plus agréable à la vue et à l'odorat que le mazout. Les promenades en calèches sont pleines de charme comme les dimanches sans autos: mais s'il me fallait faire en diligence mes inspections militaires, l'année n'y suffirait pas. Nous aurions quelque peine à rétrograder à des maisons sans électricité, sans eau courante et sans W.C., à des villes sans dentistes et sans hôpitaux dignes de ce nom, sans anesthésie et sans pénicilline, aux épidémies, à la mortalité infantile ou à quelques menus inconvénients. «J'ai dansé agréablement avec ces belles filles des patriciens suisses», constate un ambassadeur de France du XVII^e, «mais comme elles transpiraient beaucoup, des filets de sueur coulaient de leur belle chevelure, chargés de petits insectes qu'il était plaisant d'écraser».

Mais, il faut bien le reconnaître, le régime politique de Berne, au XVIII^e siècle, dans le contexte des absolutismes monarchiques, était un modèle d'honnête gestion et de relative liberté.

Certes la démocratie initiale de la ville libre et des communes des bailliages qui avaient, en 1536, été consultées en referendum sur la campagne pour la conquête du Pays de Vaud n'existe plus que sur le papier. L'habitude, la résignation ont abandonné le pouvoir et les commandements militaires étrangers aux mains d'une minorité active toujours plus restreinte, d'un nombre de familles toujours plus limité. L'entrée au Grand Conseil est affaire d'arbre généalogique ou de mariage: les «Barettlitöchter» sont autant courtisées pour leur dot politique que pour leur grâce et leur charme. Mais, entre familles qualifiées, une relative égalité règne: la hantise du pouvoir personnel fait changer d'avoyer tous les ans. Les bailliages sont tirés au sort et répartis en fonction de leurs revenus.

La guerre des paysans, qui ébranla sérieusement les régimes aristocratiques de Berne et de Lucerne, aboutit en fin de compte au renforcement et au durcissement de l'autorité patricienne. Les Vaudois y contribuèrent, car leurs bataillons jouèrent un rôle important dans le rétablissement de l'ordre dans l'Emmental.

* Conférence, prononcée le 14 mai 1981 devant la Grande Société de Berne.

Pourtant, il faut, là encore, nuancer. Prenons le cas du Pays de Vaud : la conquête, au fond n'en a pas été une. Les Lausannois, comme les Genevois d'ailleurs et sans doute, à en juger par les événements, une majorité des habitants avaient au XVI^e siècle souhaité l'intervention bernoise, contre les évêques et contre la Savoie, contre une certaine anarchie féodale, contre certains privilèges et abus féodaux, il faut bien le dire.

Genève a su jouer la carte française contre Berne après avoir joué la carte bernoise contre la Savoie. Mais dans le Pays de Vaud, comme les « libérateurs » de tous les temps, les Bernois se sont installés dans les territoires libérés en maîtres souverains, s'adjugeant à la fois les prérogatives temporelles de l'Eglise et celles du duc de Savoie et les assumant avec leur « Gründlichkeit » héréditaire et leur conscience de remplir une mission morale. Ils admirent un très petit nombre, il est vrai, de familles vaudoises au sein de leur patriciat et leur confièrent bailliages et hautes responsabilités dans l'Etat. A la réserve du baillivat destiné aux familles régnantes et des jugements en appel, ils accordèrent toutes les charges publiques, militaires et judiciaires à des Vaudois. Les villes conservèrent – parfois limitées – leurs franchises, leur fortune et leur organisation politique. Les communes rurales s'affirmèrent. On voit fréquemment, dans les procès, Messieurs de Berne soutenir la cause des communes et des paysans contre les propriétaires féodaux restés en place depuis la conquête. C'est encore aujourd'hui une règle de l'occupant que de discréditer quand ce n'est de liquider physiquement les notables. Et lorsque se posa au Grand Conseil de Berne, dans le cadre de la vogue des physiocrates français et des Mémoires de la Société économique de Berne, le problème de supprimer l'assolement triennal et l'année de jachère pour accroître la production des terres, Leurs Excellences ne voulurent pas décréter la réforme sans l'avis des communes vaudoises. Et le souverain s'inclina devant une opposition plus routinière que raisonnable.

Ajoutons que Messieurs de Berne ne firent rien pour alémaniser le Pays de Vaud. Au contraire : en instituant l'Académie de Lausanne, ils en firent un foyer de culture francophone. Ils développèrent par la Réforme l'instruction et la lecture des textes bibliques. Davantage, bien des familles patriciennes, tant par le service étranger que par le contact avec les Vaudois, se piquèrent de parler le français chez eux.

Selon les témoignages des voyageurs contemporains, la situation des Vaudois était meilleure que celle des sujets d'autres cantons, en particulier que celle des habitants des bailliages communs, pressurés à tour de rôle par les uns et par les autres ; la situation des Vaudois était également meilleure que celle de leurs voisins de Savoie.

Jean-Jacques Rousseau dans sa « Nouvelle Héloïse » alterne les épanchements amoureux de Saint-Preux et de Julie d'Étanges et les réflexions d'économie politique. Ainsi, entre deux extases, les deux amants dressent-ils un constat : « En l'écartant de nos côtes, j'aurais à lui faire admirer les riches et charmantes rives du Pays de Vaud, où la quantité des villes, l'innombrable foule du peuple, les coteaux verdoyants et parés de toutes parts, forment un tableau ravissant ; où la terre, partout cultivée et partout féconde, offre au laboureur, au pâtre, au vigneron, le fruit assuré de leurs peines que ne dévore point l'avidité publicain. Puis, lui montrant le Chablais sur la côte opposée, pays non moins favorisé de la nature, et qui n'offre pourtant qu'un spectacle de misère, je lui faisais sensiblement distinguer les différents effets des deux gouvernements pour la richesse, le nombre et le bonheur des hommes. C'est ainsi, lui disais-je, que la terre ouvre son

sein fertile et prodigue, ses trésors aux heureux peuples qui la cultivent pour eux-mêmes, elle semble sourire et s'animer au doux spectacle de la liberté; elle aime à nourrir des hommes. Au contraire, les tristes masures, la bruyère et les ronces qui couvrent une terre à demi déserte annoncent de loin qu'un maître absent y domine, et qu'elle donne à regret à des esclaves quelques maigres productions dont ils ne profitent pas.»

Il n'empêche qu'en 1774 le marquis Alexis Costa de Beauregard, économiste savoyard, reprend et précise le tableau esquissé par Jean-Jacques: «Le Pays de Vaud et le Chablais sont dans deux situations bien ressemblantes, tous deux sur les rives du Léman. Il est à croire que dans des temps très reculés ce lac ne les séparait pas encore. Mêmes terrains, mêmes vins de qualités semblables, fromages sur les montagnes qu'on ne distingue pas les uns des autres ... Enfin on ne peut rien imaginer de plus ressemblant, tant pour le climat que pour les qualités du terroir et des productions ...

Mais pour les récoltes on n'y trouve plus rien d'égal que la qualité. Dans l'une, les vignes y sont d'un produit qui en certains lieux va au prodige et, en général, elles y sont toutes d'un grand rapport et travaillées à ravir l'œil. Dans l'autre, hors quelques cantons resserrés où l'on a des récoltes passables, tout le reste est bien au-dessous de la médiocrité. Les blés sont en Suisse un gros revenu pour le propriétaire. En Savoie, le laboureur ne subsiste pendant les mois d'hiver que par une espèce de miracle. Les bois y sont des objets précieux en Suisse, bien entretenus et qui forment des revenus solides. En Chablais, ces mêmes bois ne sont que de misérables broussailles ...

En Suisse, les paysans sont riches et dans le bien-être; et dans la Savoie pauvres et mal nourris; une année de disette, tout est à la misère ...»

Dans son étude fouillée sur «Les classes rurales en Savoie au XVIII^e siècle», François Vermale justifie les appréciations de Rousseau et de Costa. «Le parallèle tracé est», déclare-t-il, «historiquement exact.» Et d'en apporter les preuves.

Si la comparaison sur les deux rives du Léman est favorable au paysan vaudois par rapport au Savoyard, qu'en était-il de la comparaison avec les pays Confédérés?

Les témoignages sont divers, et souvent déformés par les partis-pris révolutionnaires. Citons, à la veille de la révolution, le témoignage du Saxon Küttner qui séjourna 7 ans en Suisse. «Les cantons de Berne, Soleure et Fribourg sont également aristocratiques. Mais quelle différence tant dans la forme du gouvernement que dans le caractère des populations. Le gouvernement de Berne ne manque pas d'une certaine grandeur; il est clément, prévoyant, bienfaisant et, dans l'ensemble, du moins dans la partie allemande, aimé. Il opprime parfois la noblesse et le riche propriétaire foncier, en un mot tous les sujets qui parviennent à une puissance telle qu'elle pourrait rivaliser avec celle des patriciens. Aussi le petit, le paysan vit dans un paisible bonheur, dans l'abondance et le bien-être, objet d'une sollicitude vraiment paternelle.»

C'est bien, s'il fallait qualifier d'un mot le régime de Messieurs de Berne non seulement en Pays de Vaud, mais à l'égard de l'ensemble de leurs sujets, le mot de paternalisme qui convient dans son sens préjoratif sans doute, mais aussi dans son sens positif. Dans le sens péjoratif, il faut marquer au débit du paternalisme un complexe de supériorité tutélaire, le sentiment que les sujets mineurs doivent être protégés contre eux-mêmes, mis en garde contre le péché et ramenés dans le droit chemin avec la fermeté du pharisien qui est certain d'être juste selon la loi.

Mais, dans le sens positif du paternalisme, on doit apprécier la préoccupation constante du bien-être et de l'équité, une préoccupation sociale évidente. Sans doute n'est-ce pas là altruisme exclusif: en bons propriétaires, Messieurs de Berne savaient que la ferme ne leur rapporterait – et elle leur rapportait – que si elle était prospère et si les fermiers avaient intérêt eux-mêmes à la bien gérer.

Ainsi en allait-il de leur police des blés.

Cette police des blés – dans un Pays de Vaud qui n'atteignait pas, comme c'est largement le cas aujourd'hui, à une complète autarcie – était une politique pragmatique, relativement dirigiste et sociale. On ne veut pas modifier le système triennal des cultures, par crainte d'une diminution des emblavures. On limite ou l'on interdit tour à tour l'exportation ou l'importation. Le gouvernement, à l'occasion, importe du blé; il constitue des réserves qu'il renouvelle en mettant en vente aux moments de hausse, à des prix inférieurs à ceux du marché. Il contrôle les provisions privées. Il fixe parfois les prix ou la composition du pain en dosage des farines. Il organise des ventes à bas prix pour les pauvres.

Le blé, par ailleurs, en rendement des dîmes, formait une part importante des revenus de l'Etat.

Il est vrai que le trésor de Berne était mieux garni que la caisse de la Confédération d'aujourd'hui. L'historien anglais Gibbon, qui vécut longtemps à Lausanne à la fin du XVIII^e siècle et qui est l'un des plus intelligents observateurs du système bernois, constatait en effet: « Pendant que les pays les plus riches d'Europe s'abîment de dépenses et de dettes, et mettent en œuvre des moyens qui feraient trembler le plus hardi dissipateur, le canton de Berne est le seul qui amasse des trésors ... Le moyen que l'Etat emploie pour s'enrichir est très simple: il dépense beaucoup moins qu'il ne reçoit. La part importante des revenus qui, dans un autre pays, fournirait à l'entretien d'une cour et d'une armée, dont les dépenses feraient retomber sur la terre la rosée qui en était tirée, vient ici s'enfouir dans les coffres du souverain ou se disperser dans les banques de toute l'Europe pour être un jour une proie à l'infidélité d'un commis ou à l'ambition d'un conquérant. »

Ces propos de Gibbon étaient prophétiques. Ce n'est pas l'amour de la liberté ni celui des Vaudois qui amenèrent les événements de 1798 et l'invasion française. Mais bien plutôt le trésor de Berne, destiné à financer l'expédition d'Egypte et à doter la stratégie française, en s'emparant d'un pays désuni et mal défendu, d'un môle central au cœur de l'Europe, lui permettant de contrôler le Nord de l'Italie, l'Autriche et le Sud de l'Allemagne.

Quant aux Vaudois, la libération préparée à l'intérieur et en France, encouragée par les maladresses et la nervosité de Messieurs de Berne, ils ne l'acceptèrent pas à l'unanimité. Les montagnards de Pays d'Enhaut et des Ormonts firent le coup de feu contre les troupes franco-vaudoises et la « légion fidèle » du Colonel de Rovéréa combattit plus longtemps l'envahisseur français que les troupes bernoises elles-mêmes. Sous l'Helvétique, malgré la participation active au gouvernement central d'éminents concitoyens, les Vaudois marquèrent une certaine turbulence, partiellement en faveur de l'Ancien Régime, partiellement – chez les paysans surtout – en faveur d'une activation révolutionnaire pour la liquidation des droits féodaux.

Le régime unitaire de l'Helvétique ne convenait guère à la Suisse: elle ne fut qu'une succession d'occupations étrangères, d'invasions, de guerres civiles et de coups d'Etat. «La nature a fait votre Etat fédéraliste, vouloir la vaincre n'est pas d'un homme sage», dit Bonaparte en 1802, en imposant avec lucidité son Acte de Médiation aux Suisses divisés.

Les velléités de rétablir la domination bernoise sur le Pays de Vaud se heurtèrent à l'arbitrage autoritaire du Premier Consul qui n'entendait pas ramener en sujétion les anciens bailliages. «Ceci est mon sang, dit-il, et le soleil retournerait plutôt d'Occident en Orient que le Pays de Vaud sous la domination de Berne.»

C'est donc, après les remous de l'Helvétique, le 14 avril 1803 que le Pays de Vaud devient de plein droit canton. Tout différend avec Berne, le partage des biens de l'Etat, la liquidation définitive des droits féodaux dus aux propriétaires privés n'étaient pas encore réglés. Mais les magistrats qui prirent en mains le nouveau canton étaient des hommes pragmatiques, plus attachés que le gouvernement bernois d'alors au principe démocratique, mais sachant s'inspirer aussi des principes de fermeté, de souci du bien public, de modération qui avaient été la maxime de Leurs Excellences dans la bonne période de leur gouvernement. «L'amour des lois» que l'hymne vaudois inscrit dans les principes de mon canton s'inspirait sans doute, sur un bon terroir paysan latin, d'une tradition d'ordre bernois sur fond d'Ancien Testament, d'une touche de républicanisme à la J.-J. Rousseau et d'une pointe de bonapartisme, autoritaire et jacobin, en gratitude au Premier Consul. C'est, au fond, le tempérament politique vaudois.

La solidité du nouveau canton allait être mise à l'épreuve à la chute de l'Empire français.

Le 23 décembre 1813, à Berne, les autorités mises en place par l'Acte de Médiation cédaient leurs pouvoirs aux autorités de l'Ancien Régime, Avoyer, Petit et Grand Conseils. Installées le lendemain, ces autorités ressuscitées de 15 ans en arrière émettaient un décret souverain.

Fortes des principes de restauration proclamés par les Alliés entrés en Suisse, elles prétendaient reprendre leur pouvoir sur l'ancien canton, le Pays de Vaud et l'Argovie, dont elles incitaient toutes les autorités civiles à pourvoir à l'ordre et à la tranquillité. Les deux ci-devant gouvernements cantonaux de Vaud et d'Argovie devaient arrêter leurs comptes et tenir leurs caisses à la disposition de l'autorité de Berne, restaurée dans ses droits.

Le Grand Conseil de Berne annonçait, il est vrai, sa volonté d'élargir sa représentation en hommes instruits de l'Argovie et du Pays de Vaud et de leur ouvrir la bourgeoisie de Berne.

Les «chers et fidèles sujets», comme les appelait la proclamation, réservèrent à cette dernière un accueil plutôt froid. Le 27 décembre, au moment même où les troupes autrichiennes entraient à Lausanne, le Petit Conseil vaudois, constatant que «l'injurieux» décret bernois portait atteinte à la souveraineté et à l'indépendance du canton de Vaud, arrêta que son colportage serait considéré comme un acte de haute trahison. On prit des mesures militaires et on arrêta un dispositif de défense. Entre temps, à l'initiative du Tsar Alexandre 1^{er} – dont la belle-sœur habitait alors l'Elfenau – sous l'influence de Jomini et de Laharpe, et avec, finalement l'approbation de Metternich tenu au

courant de la situation par le Maréchal Bubna, les Alliés désapprouvaient la démarche bernoise.

Ainsi le Pays de Vaud resta-t-il canton, comme l'Argovie, et ses rapports avec Berne purent-ils évoluer vers la cordiale amitié qui unit deux cantons qui offrent d'évidentes analogies de caractère après un long destin commun.

DIE GETREIDEPOLITIK DER GNÄDIGEN HERREN VON BERN IN DER WAADT*

Von Georges-André Chevallaz
Bundesrat

Die Urteile über das Ancien régime von Bern schwanken zwischen der Nostalgie nach der guten alten Zeit, wie sie sich in Bildern von Freudenberger darstellt, und einer endgültigen Verurteilung der engstirnigen, konservativen Oligarchie, die nichts anderes kannte, als ihre materiellen Interessen wahrzunehmen, indem sie ihre Untertanen ohne Skrupel ausbeutete.

Diese beiden Extrempositionen bedürfen der Nuancierung. Vorerst wäre einmal festzustellen, dass die gute alte Zeit eben doch nicht so gut war. Die Leute waren weder besser noch schlechter als zu anderen Zeiten, vor allem aber entsprachen ihre Lebensbedingungen den heutigen bei weitem nicht. Das Holzfeuer bietet zweifellos einen angenehmeren Anblick und riecht besser als eine Ölheizung. Eine Spazierfahrt in der Kutsche hat ebenso grossen Charme wie ein Sonntag ohne Autos. Aber hätte ich heute Zürich mit der Kutsche erreichen sollen, so hätte ich wohl gestern abend zeitig aufbrechen müssen. Zweifellos hätten wir einige Mühe, uns wieder in Häuser zurückversetzen zu lassen, die weder Stromanschluss noch fliessendes Wasser aufweisen, in Städte ohne Zahnarzt, ohne Spitäler, die dieser Bezeichnung würdig sind, ohne Anästhesie, ohne Penicillin, jedoch mit Epidemien, mit einer hohen Kindersterblichkeit und mit oft nicht gut schmeckenden Mahlzeiten. «Ich habe mit den Schweizer Patriziermädchen amüsiert getanzt», sagte ein Gesandter Frankreichs im 17. Jahrhundert, «aber sie schwitzten stark, der Schweiß floss durch ihr strähniges Haar, das mit kleinen Insekten bespickt war, die zu zerdrücken reizvoll war».

Ganz allgemein war das politische Regime im alten Bern im Vergleich zu den absolutistischen Monarchien des 18. Jahrhunderts das Beispiel einer ehrlichen und gerechten Staatsführung in relativer Freiheit.

Die ursprüngliche Demokratie der freien Stadt und der Gemeinden in den Landvogteien, die noch 1536 in einem Referendum über den Feldzug zur Eroberung der Waadt befragt worden waren, bestand allerdings nur noch auf dem Papier. Gewohnheit und Resignation liessen die Staatsgewalt und die militärischen Kommandostellen im Ausland in die Hände einer aktiven und stets kleiner werdenden Minderheit gleiten. Die Zugehörigkeit zum Grossen Rat wurde eine Sache des Stammbaumes oder eine Angelegenheit der Heirat: Die «Barettlitöchter» wurden ebenso wegen ihrer politischen Mitgift wie wegen ihrer Grazie und ihres Charmes umworben. Immerhin, unter den privilegierten Familien herrschte eine gewisse Gleichheit: Der jährliche Wechsel im Schultheissenamt wirkte allzu grosser persönlicher Macht entgegen, und die Landvogteien wurden entsprechend ihrer Einträglichkeit durch das Los zugeteilt.

* Referat des Vorstehers des Eidgenössischen Militärdepartementes, gehalten am 11. Mai 1981 in Zürich vor dem Verein für wirtschaftshistorische Studien.

Der Bauernkrieg, der die aristokratische Herrschaft in Bern und Luzern ernsthaft gefährdete, führte schliesslich zu einer Stärkung und Verhärtung der patrizischen Autorität. Die Waadtländer trugen dazu wesentlich bei, indem ihre Bataillone die Ordnung im Emmental wiederherstellten.

Allerdings muss man auch da nuancieren. Nehmen wir die Waadt als Beispiel: Ihre Eroberung war in Wirklichkeit keine. Die Lausanner wie die Genfer und zweifellos auch die Mehrheit der Bevölkerung haben im 16. Jahrhundert die bernische Intervention gegen die Bischöfe und gegen Savoyen gewünscht. Es ging gegen eine Art feudalistischer Anarchie, gegen gewisse feudalistische Privilegien und Missbräuche. Darauf muss hingewiesen werden.

Genf verstand es, gegen Bern die Karte Frankreichs auszuspielen, nachdem es vorher die Karte Berns gegen Savoyen ausgespielt hatte. Aber in der Waadt haben sich die Berner, wie es die «Befreier» zu allen Zeiten zu tun pflegen, auf dem befreiten Territorium festgesetzt, sich gleichzeitig die weltlichen Rechte der Kirche und des Herzogs von Savoyen mit der ihnen eigenen Gründlichkeit und mit ihrem Vertrauen auf eine moralische Mission angeeignet. Sie nahmen immerhin eine kleine Minderheit waadtländischer Familien in ihr Patriziat auf und vertrauten ihnen Landvogteien oder hohe Verantwortung im Staat an. Mit Ausnahme der den regierenden Familien vorbehaltenen Landvogteien und der obersten Gerichtsbarkeit belassen sie alle politischen, militärischen und richterlichen Ämter den Waadtländern. Die Städte behielten – manchmal nur in eingeschränkter Form – ihre Freiheiten, ihr Vermögen und ihre politischen Organisationen. Auch die Landgemeinden fanden ihre Selbstbestimmung. Nicht selten sah man, wie die Gnädigen Herren in Prozessen die Anliegen der Gemeinden und Bauern gegen verbliebene feudalistische Herrschaftsansprüche unterstützten. Es gehört heute noch zu den Gepflogenheiten der Besetzer, vor allem die Notablen zu diskreditieren, wenn man sie nicht beseitigen kann. Als sich im Grossen Rat zu Bern unter dem Einfluss der französischen Physiokraten und nach Gutachten der Berner Ökonomischen Gesellschaft die Frage der Aufgabe der dreijährigen Fruchtwechselfolge und damit des Brachjahres stellte, um die Produktion zu steigern, fanden es die Gnädigen Herren für angebracht, dies nicht ohne eine Befragung der Waadtländer Gemeinden zu verfügen. Daraufhin beugte sich die Obrigkeit einer Opposition, die mehr der Gewohnheit als der Vernunft entsprang.

Zu bemerken ist noch, dass die Herren von Bern keinerlei Anstrengungen unternahmen, die Waadt zu alemannisieren. Im Gegenteil: Mit der Gründung der Akademie von Lausanne wurde ein Hort frankophoner Kultur geschaffen. Die Reformation stärkte das Bildungswesen und förderte die Bibellektüre. Noch mehr, viele Berner Patrizierfamilien gefielen sich darin – unter dem Einfluss der fremden Dienste und der Kontakte mit den Waadtländern –, zu Hause französisch zu sprechen.

Gemäss Aussagen von Reisenden aus jener Zeit war die Lage in der Waadt allgemein besser als jene der Untertanen in andern Kantonen, insbesondere als jene in den Gemeinen Herrschaften, wo sie einmal von dieser und ein andermal von jener Seite ausgebeutet wurden. Die Waadtländer erfreuten sich auch besserer Lebensbedingungen als ihre Nachbarn in Savoyen.

Jean-Jacques Rousseau unterbricht in seiner «Neuen Héloïse» die Liebesergüsse von Saint-Preux und Julie d'Étanges mit Reflexionen zur Volkswirtschaft. So stellen die beiden Liebenden einmal fest: «En l'écartant de nos côtes, j'aimais à lui faire admirer les riches et charmantes rives du Pays de Vaud, où la quantité des villes, l'innombrable foule du peuple, les coteaux verdoyants et parés de toutes parts, forment un tableau ravissant; où la terre, partout cultivée et partout féconde, offre au laboureur, au pâtre, au vigneron, le fruit assuré de leurs peines que ne dévore point l'avidé publicain. Puis, lui montrant le Chablais sur la côte opposée, pays non moins favorisé de la nature, et qui n'offre pourtant qu'un spectacle de misère, il lui faisait sensiblement distinguer les différents effets des deux gouvernements pour la richesse, le nombre et le bonheur des hommes. C'est ainsi, lui disais-je, que la terre ouvre son sein fertile et prodigue ses trésors aux heureux peuples qui la cultivent pour eux-mêmes, elle semble sourire et s'animer au doux spectacle de la liberté; elle aime à nourrir des hommes. Au contraire, les tristes mesures, la bruyère et les ronces qui couvrent une terre à demi déserte annoncent de loin qu'un maître absent y domine, et qu'elle donne à regret à des esclaves quelques maigres productions dont ils ne profitent pas.»

Marquis Alexis Costa de Beauregard, ein savoyardischer Volkswirtschaftler, wiederholt und präzisiert 1774 dies von Rousseau entworfene Bild: «Le Pays de Vaud et le Chablais sont dans deux situations bien ressemblantes, tous deux sur les rives du Léman. Il est à croire que dans des temps très reculés ce lac ne les séparait pas encore. Mêmes terrains, mêmes vins de qualités semblables, fromages sur les montagnes qu'on ne distingue pas les uns des autres ... Enfin on ne peut rien imaginer de plus ressemblant, tant pour le climat que pour les qualités du terroir et des productions ...

Mais pour les récoltes on n'y trouve plus rien d'égal que la qualité. Dans l'une, les vignes y sont d'un produit qui en certains lieux va au prodige, et, en général, elles y sont toutes d'un grand rapport et travaillées à ravir l'œil. Dans l'autre, hors quelques cantons resserrés où l'on a des récoltes passables, tout le reste est bien au-dessous de la médiocrité.

Les blés sont en Suisse un gros revenu pour le propriétaire. En Savoie, le laboureur ne subsiste pendant les mois d'hiver que par une espèce de miracle. Les bois y sont des objets précieux en Suisse, bien entretenus et qui forment des revenus solides. En Chablais ces mêmes bois ne sont que de misérables broussailles ...

En Suisse, les paysans sont riches et dans le bien-être; et dans la Savoie pauvres et mal nourris; une année de disette, tout est à la misère ...»

In seiner fundierten Studie über die «Bauernklasse in Savoyen im 18. Jahrhundert» bestätigt François Vermales 1911 die Betrachtungen Rousseaus und Costas: «Der Vergleich ist historisch exakt.» Und er beweist es auch.

Wenn der Vergleich der beiden Ufergebiete für die Waadtländer vorteilhafter ausfällt als für die Savoyarden, wie steht er zu den andern Gebieten der Schweiz?

Die Aussagen sind unterschiedlich und oft bereits durch revolutionäre Voreingenommenheit gekennzeichnet. Zitieren wir die Aussage des sieben Jahre in der Schweiz lebenden Sachsen Küttner über die vorrevolutionäre Zeit: «Die Cantone Bern, Solothurn und Freyburg sind insgesamt Aristokratien: aber welcher Unterschied in Regierungsform sowohl als Charakter der Einwohner! Die Berner Regierung hat etwas Gros-

ses in ihrem Charakter, ist mild, sorgfältig, wohlthätig, und im Ganzen, wenigstens im deutschen Theile, geliebt. Sie drückt bisweilen den Adel und den reichen Güterbesitzer, und kurz alle Unterthanen, die zu einer Höhe kommen, die sich den Großen des Landes gewissermaßen nähert. Dafür lebt der Niedere, der Landmann, und kurz neun Zehntel des Volks in glücklicher Ruhe, im Ueberflusse oder Wohlstande, unter väterlicher Vorsorge.»

Wenn man die Gnädigen Herren von Bern nicht nur aus der Sicht der Waadt beurteilt, sondern aus dem Blickwinkel der Gesamtheit ihrer Untertanen heraus, so ist der Begriff «Paternalismus» ebensogut als Herabwürdigung wie auch in positivem Sinne zu verwenden. Negativ verstanden, muss man dem Paternalismus einen Komplex der Überlegenheit eines Vormundes anlasten, das Gefühl, dass die unmündigen Untertanen vor sich selbst geschützt, vor Sünden bewahrt und mit der starken Hand des Pharisäers auf den geraden Weg zurückgeführt werden müssen, und das alles im Bewusstsein von Gesetz und Recht. Als positive Seite des Paternalismus muss man dessen dauerndes Bestreben um das Wohlbefinden und die Rechtlichkeit würdigen, also eine ausgesprochen soziale Tat. Selbstverständlich war das nicht reiner Altruismus. Als gute Haushalter wussten die Gnädigen Herren, dass ihnen der Hof nur einträglich war – und er war es auch –, wenn er rentierte und wenn die Bauern ein eigenes Interesse hatten, ihn gut zu führen.

So war es auch um ihre Getreidepolitik bestellt. Selbst eine ziemlich ausgeprägte dirigistische Getreidekontrolle vermochte bei den unausgeglichene Jahreserträgen nicht die kläglichen Lebensbedingungen und die Preissteigerungen zu verhindern, wie sie im Frankreich des 18. Jahrhunderts festgestellt worden sind, wo man in einem Jahr 36 Prozent (1769/70) und in einem andern 20 Prozent (1788/89) registrierte. Der Dirigismus wurde gelegentlich in Frage gestellt, insbesondere unter dem Einfluss französischer Physiokraten. Beweise dafür finden sich in den Aufzeichnungen der Ökonomischen Gesellschaft des Kantons Bern und in den Debatten des Grossen Rates.

Trotz einer Einwohnerzahl von nur 150 000 reichte das Getreide für die Waadt zur Zeit der Gnädigen Herren nicht zur Selbstversorgung aus. Der Ertrag war – ebenso die Getreideart (mehr Roggen als Korn) – eher mittelmässig: 12 bis 25 Zentner pro Hektare; heute sind es 40 bis 52, weit mehr als für die Eigenversorgung notwendig. Das heisst weniger als 500 000 Zentner gegenüber mehr als eine Million heute. Aber die Waadtländer assen damals mehr Brot als heute, sofern es genügend gab. In den Berggebieten gehörte es zum Luxus.

Das Getreide war damals das Hauptnahrungsmittel. Der Paternalismus führte demzufolge die Gnädigen Herren zu einer stark interventionistischen Getreidepolitik: Es galt, Mangel zu vermeiden, die Preise tief zu halten, den Anbau zu fördern, im Ausland Getreide zu kaufen und Lager anzulegen.

Vorerst musste man sich Informationen über die Wirtschaft beschaffen: Man ermittelte die Haushaltvorräte, die gültigen und handelsüblichen Preise, die Aussichten des Marktes. Dann die Überwachung des Marktes, des Getreidehandels: Müller und Bäcker wurden der Konzessionspflicht unterstellt. Die Behörden der Stadt überwachten den Detailhandel. In Zeiten der Not wurde die Rationierung verordnet. Man verbot die Herstellung von Weissrot und schrieb die Zusammensetzung des Brotes vor: Hafer,

Roggen, Spelz für die Armen, ein Drittel Korn, zwei Drittel Roggen für die Bürger. Oft wurde sogar verordnet, wie der Teig zu bearbeiten war.

«Um zu verhindern, daß die in unseren Staaten grassierenden hohen Getreidepreise nicht durch weiteres Ansteigen Armut und Elend hervorrufen», heisst es in der Präambel einer obrigkeitlichen Verordnung. Dadurch waren die Gnädigen Herren ermächtigt, Höchstpreise festzusetzen und höchste Bussen zu verfügen. Importe und Exporte wurden nach der vorherrschenden Marktlage geregelt.

Waren die Ernten gut und sanken demzufolge die Preise für die Produzenten, so kam es vor, dass die Importe verboten oder kontingentiert wurden. Die Situation konnte sich aber rasch ändern: Am 21. Juni 1743 wurden die Einfuhren in einem Regierungsdekret unterbunden. Am 30. August wurde diese Verfügung aufgehoben, weil die Ernte unter schlechten Bedingungen eingebracht werden musste. Jeder konnte sich nun ausländisches Getreide beschaffen. Dagegen wurde jetzt die Ausfuhr untersagt, soweit sie nicht für Schweizer im Ausland bestimmt war.

Kontrolle des Marktes und der Preise, Beweglichkeit bei den Importen und Exporten waren die eine Seite; die Berner hatten aber noch andere Mittel, um die Preise zu beeinflussen und Mangelsituationen zu überwinden: die Vorräte in den staatlichen Kornhäusern. Das Getreide war nicht nur ein Nahrungsmittel, es war auch gängige Münze. Die Bauern – sie waren damals sozusagen die einzigen Steuerpflichtigen – bezahlten ihre Steuern in Getreide oder in den Rebgebieten mit Wein, alles noch im Zeichen des Feudalismus gemäss dem anachronistischen System des Zehnten und der Vermögensschätzung. Dies waren die Grundlagen der staatlichen Einkünfte. So kam es, dass auch die Beamten, die Pfarrherren und die Schulmeister in Naturalien, zur Hauptsache also in Getreide entlohnt wurden. Ebenso wurden die Einkünfte der Landvögte zum Teil auf diese Weise abgegolten. Dieses Einkommen der Landvogteien – ehrlich erhoben – war wichtig. Wolfgang Karl von Gingins aus Lassarraz, der kurz vor der Revolution welscher Seckelmeister war – also ein Waadtländer als Finanzminister –, hat seine persönlichen Bezüge besonders genau ausgewiesen. Das persönliche Einkommen aus der Landvogtei Trachselwald während sechs Jahren (1769–1775) betrug genau 54 000 Pfund oder 9000 Pfund im Jahresdurchschnitt. Obschon es schwierig ist, daraus genau auf den heutigen Wert zu schliessen – auch wenn der Franken stabil ist –, darf jedoch ohne zu grosses Risiko davon ausgegangen werden, dass dies einem Jahreseinkommen von rund 200 000 Franken entsprach, obschon Trachselwald nur eine Landvogtei dritter Klasse war.

Was auch immer diese Einkommen aus den Landvogteien darstellen, das Getreide, das nicht Bestandteil der Besoldung des Amtmannes war, gelangte in die Speicher des Staates. In der Waadt waren es 15 000 bis 20 000 Hektoliter, also ungefähr 15 000 Doppelzentner oder 4 Prozent der jährlichen Ernte oder 10 Kilo pro Person für die 150 000 Waadtländer. Die Silos des Bundes enthalten heute rund 1,2 Millionen Zentner für 6 Millionen Einwohner, was 20 Kilo pro Person ausmacht.

Man muss, um die Seite der Vorsorge zu beleuchten, an die bedeutenden Notvorräte, nicht nur in den Familien, denken. Diese wurden damals in den staatlichen Kornhäusern, je nach Ertrag der Ernten, durch Importe aus Deutschland, Frankreich, ja sogar aus Sizilien ergänzt. So war es 1789, einem kritischen Jahr für die Getreidevorsor-

gung: es brachte den Preisrekord des Jahrhunderts. Dies war möglicherweise einer der auslösenden Faktoren der Französischen Revolution. Die Obrigkeit von Bern hatte, ähnlich wie es Russland heute tut, 45 000 Hektoliter im Ausland gekauft und das Schloss Chillon für die Aufnahme der Vorräte hergerichtet. Auch die Städte tätigten Importe.

Die Vorräte in den Speichern mussten regelmässig erneuert werden. Aber das Getreide der Gnädigen Herren wurde nicht irgendwann verkauft. Man wartete auf den zwischen der vorjährigen und der neuen Ernte entstehenden Versorgungsengpass, also auf die Zeit, in der die Preise im allgemeinen am höchsten sind. Aber es ist zu beachten, dass der Preis, den die Regierung festsetzte, eher unter dem Marktpreis lag. Die Bäcker erhielten das Getreide noch billiger; man schrieb ihnen auch den Brotpreis für die Armen vor. Während des schwierigen Winters 1789/90 gaben die Gnädigen Herren von Bern 50 000 Hektoliter zum Verkauf frei und nahmen einen Verlust von einer Million Bernpfund in Kauf.

Es ist zutreffend, dass der bernische Staatsschatz besser dotiert war, als es die heutige Bundeskasse ist. Der englische Historiker Gibbon, der im 18. Jahrhundert lange Zeit in Lausanne lebte und zu den intelligentesten Beobachtern des bernischen Regierungssystems zählte, stellte folgendes fest:

«Während sich die reichsten Länder Europas durch Ausgaben und Schulden in den Abgrund stürzen und Mittel einsetzen, die dem kühnsten Verschwender das Gruseln beibringen, ist der Kanton Bern der einzige, der sich Schätze anhäuft . . . Das Mittel, das der Staat Bern zu seiner Bereicherung anwendet, ist sehr einfach: Er gibt viel weniger aus als er einnimmt. Der bedeutendste Teil der Einkünfte, der in andern Ländern zur Finanzierung eines Hofes und einer Armee ausreichen würde, durch welche Ausgaben der Tau wieder zur Erde fiel, aus der er kam, verschwindet in Bern in den Schatzgewölben der Obrigkeit oder wird in den Banken Europas angelegt, um eines Tages zur Beute eines ungetreuen Angestellten zu werden oder den Gelüsten eines Eroberers zu verfallen.»

Den Vorwurf, die Kassen zu äufnen – darüber besteht kein Zweifel –, braucht der frühere eidgenössische Finanzminister – der sozusagen ein Nachfolger der welschen und deutschen Seckelmeister der Gnädigen Herren von Bern gewesen ist – nicht auf sich zu beziehen, mindestens nicht, soweit es die öffentlichen Finanzen betrifft. Mit der Bundeskasse – ich will hier die Nationalbank ausklammern – riskiert man nicht, eine Invasion auszulösen, wie seinerzeit der Staatsschatz von Bern, der mit vielen Schlössern gesichert in den Gewölben des Rathauses ruhte und dann 1798, soweit er nicht unterwegs verlorenging, zur Finanzierung des Ägyptenfeldzuges von Bonaparte herangezogen worden ist. Das Ancien régime von Bern betrieb die Politik eines ehrlichen und intelligenten Grundbesitzers, der dafür Sorge trug, dass seine Bauern in relativem Wohlstand lebten, interessiert waren, gut zu arbeiten und den Hof für einen guten Ertrag hegten und pflegten, eines Grundbesitzers, der selber sparsam war und durchaus nach Reichtum strebte. So waren unsere mächtigen und achtbaren Regenten über das deutsche wie über das welsche Bern, das Pays romand. Gibbon, um ihn nochmals im Hinblick auf die Waadtländer zu zitieren, gestattet mir, zum Schluss zu kommen:

«Euer Klima ist gut, eure Erde fruchtbar. Ihr genießt im Binnenhandel Vorteile, die

ihr nur zu nutzen braucht. Aber ich betrachte dabei eher den Bewohner als seine Heimat. Man holt sich seine Philosophen in London. Paris zieht alles an, was die Genüsse des Lebens bevorzugt. Euer Land überlässt den beiden Hauptstädten den Glanz, obschon es selber alle Vorteile der beiden zu bieten vermag: Es ist der einzige Ort, wo man gleichzeitig frei denken darf und zu leben versteht ... Wenn ich euren Staat mit jenem eurer Nachbarn vergleiche, so ist es mir ein Vergnügen, ihn als glücklich zu bezeichnen. Überquert euren See und eure Berge, und ihr werdet überall Menschen finden, die eines besseren Schicksals würdig wären: Die Vernunft ist durch Aberglauben abgestumpft, die Heimat der Väter und die Früchte des Fleisses beutet ein Finanzpächter oder ein Abenteurer aus. Dauernd ist sein Leben den Launen eines einzigen Mannes ausgesetzt ...

Eure Verbindung mit der Eidgenossenschaft hat euch während zweier Jahrhunderte einen in der Geschichte einzigartigen Frieden gesichert. Eure Steuern sind bescheiden, die Verwaltung nachsichtig. Man hört bei euch nichts von Urteilen ohne Prozess, ohne Verbrechen, ohne Ankläger, der einen Bürger aus dem Schosse seiner Familie reisst. Nie sieht man den Herrscher und spürt ihn nur selten. Allerdings», so folgert Gibbon, «wenn die Freiheit nur Bestand hat, wenn sie den Gesetzen gehorcht, die nichts anderes als die Wohlfahrt der Gesellschaft zum Ziele haben, dann seid ihr keineswegs frei.»

Diese Weisheit und dieses Glück waren relativ, aber gesichert in einem Jahrhundert, wo überall absolute Herrscher regierten. Weder die Waadtländer als Untertanen von Bern, noch die Berner in der Stadt und auf dem Lande konnten nach eigenem Willen entscheiden, wie es sich im Prinzip in einer Demokratie gehört. Aber im Nachhinein lässt sich trotz allem feststellen, dass im vorsichtigen Pragmatismus der Gnädigen Herren von Bern, in der Sorge um die allgemeine Wohlfahrt, in der Aufmerksamkeit auch gegenüber den weniger Begünstigten, trotz des darauffolgenden Umsturzes Ansätze einer Politik erkennbar sind, die wir im Bern des 20. Jahrhunderts durchzusetzen uns bemühen. Eine empirische Politik, eine – und wie! – kritisierte Politik, aber trotzdem eine, die im europäischen Rahmen heute wie im 18. Jahrhundert in allen Bereichen einem Vergleich mit dem Resultat unserer Nachbarn gut standhält.

